

**DELEGATION DE Madame Brigitte COLLET**

**D-2018/18**  
**Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil collectif de la Ville de Bordeaux. Adoption.**

Madame Brigitte COLLET, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique municipale Petite Enfance, Bordeaux entretient un partenariat fort avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui se matérialise notamment par la signature de contrats donnant lieu à des financements importants tels que le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) ou la Convention pour l'action de Prestation de Service Unique (PSU).

Cette dernière a été mise en place afin d'uniformiser les financements de l'accueil collectif et individuel sur le territoire national et de proposer aux familles une offre d'accueil au plus près de leurs besoins.

A ce titre, un certain nombre de dispositions doivent être respectées et notamment l'élaboration d'un règlement de fonctionnement. Le règlement de fonctionnement précise les modalités d'accueil ainsi que la relation aux familles notamment les conditions d'inscription, d'admission, les règles de vie quotidienne et les dispositions concernant la participation financière des familles.

Le règlement de fonctionnement doit aujourd'hui être mis à jour notamment en raison de la mise à jour des informations relatives à la rentrée 2017 (ouverture de Grand Parc Gendreau, fermeture pour réhabilitation des multi-accueils des Douves, ouverture de Lucien Faure, mutualisation de Barreyre 1 et Barreyre 2). De plus, conformément aux orientations de la Prestation de Service Unique (PSU), la Ville de Bordeaux fournit les couches à compter de décembre 2017.

Il convient donc de modifier le précédent règlement de fonctionnement adopté lors du Conseil Municipal du 30 janvier 2017.

Les principaux points suivants demeurent inchangés :

- réservation et tarification : la facturation repose sur le principe d'une tarification à la demi-heure en lieu et place d'une tarification à l'heure, répondant ainsi aux préconisations de la Caisse d'Allocations Familiales,
- facturation : la prestation est facturée mensuellement à terme échu avec une facture unique par famille,
- contractualisation : les contrats d'accueil entre les familles et les établissements d'accueil du jeune enfant sont signés sur l'année civile de référence.

En outre, plusieurs chapitres ont été précisés tels que ceux relatifs aux protocoles médicaux, aux modalités d'information et de participation des parents à la vie de l'établissement, aux dispositions pratiques...

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir adopter le présent règlement et contrat d'accueil (annexe 1, 2...) permettant son application.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

### **M. le MAIRE**

Madame COLLET.

### **MME COLLET**

Je vous présente ce nouveau règlement qui, en fait, est une simple mise à jour, une actualisation en rapport avec une ouverture d'une crèche au Grand Parc, dans l'ancienne crèche du Grand Parc qui a été rénovée cet été, ouverture à la rentrée de septembre. Une fermeture pour réhabilitation de la crèche des Douves, une ouverture d'une micro-crèche sur l'Avenue Lucien Faure et une réunion des crèches Barreyre 1 et Barreyre 2. Voilà, c'est une actualisation. Une nouveauté tout de même pour se mettre en accord avec les préconisations de la CAF et la Prestation de Service Unique. Nous avons décidé de fournir les couches dans les crèches. Quoi qu'il en soit, les principaux points du dernier règlement n'ont pas bougé, à savoir la facturation à la demi-heure en lieu et place de la facturation à l'heure, la prestation qui est facturée mensuellement et à terme échu au lieu d'être le versement sur le compte famille comme c'était précédemment et la contractualisation avec les familles qui permet d'ajuster au mieux les demandes et les besoins.

### **M. le MAIRE**

Merci. Madame JAMET.

### **MME JAMET**

Monsieur le Maire, Chers Collègues, à l'occasion de la 4<sup>e</sup> Commission dans laquelle a été présentée cette délibération, je n'ai pu m'exprimer sereinement. À peine avais-je prononcé le mot « couche » que je subissais railleries et sarcasme de la plupart des participants élus et personnels administratifs inclus.

### **MME COLLET**

Pas de moi.

### **MME JAMET**

Non, pas de vous, Madame COLLET. C'est pour ça que j'ai dit « la plupart ». Je mesure mes propos.

Ce n'est pas la première fois que cela se passe, que cela se produit et je suppose que ça agace quand j'évoque des problématiques de santé publique, environnementales telles que les perturbateurs endocriniens, l'alimentation biologique ou la gestion des déchets. Ce que je reproche ce jour-là, c'est que je n'ai même pas pu poser mes questions. Donc, je vais le faire aujourd'hui puisque je n'ai pas eu de réponses suffisantes à cette occasion puisqu'après, pendant toute la discussion, il y avait un brouhaha tel qu'il était impossible de continuer de travailler sereinement.

Donc je vais revenir aux couches. La ville explique donc qu'elle a dû mettre en place la fourniture des couches dans ces crèches depuis décembre 2017, conformément aux orientations de la Prestation de Service Unique, PSU. Ce qui est étonnant, c'est qu'elle ait mis tant de temps à le faire, car c'est une demande de la CNAF depuis 2014, traduite dans une circulaire de mai 2014. Je cite : « *Il est attendu des gestionnaires d'établissements d'accueil de jeunes enfants, qu'ils fournissent les couches et les repas. À ce titre, les mesures d'accompagnement financières à la fois au titre de l'investissement et du fonctionnement sont prévues* ». Nous regrettons donc que la Ville ait mis plus de 2 ans avant de respecter ces recommandations. N'ayant pas eu de réponse claire et précise sur le type de couches fournies par la ville, je souhaite rappeler ici notre attachement à ce que nous soyons exemplaires dans ce que nous proposons aux familles. En février 2017, le magazine *60 millions de consommateurs* a publié les résultats d'une étude sur les couches utilisées en France. Il en ressort que des résidus de glyphosate, le principe actif de l'herbicide

*Round up* et d'autres pesticides ont été détectés dans certaines références ; ce qui interpelle, car la plupart de ces pesticides sont classés cancérigènes probables ou cancérigènes possibles par des organismes qui font autorité dans ce domaine. Dans d'autres couches ou dans les mêmes d'ailleurs, ce sont des traces de dioxine et de molécules de la même famille ou d'hydrocarbures aromatiques polycycliques HAP qui ont été mises en évidence. Autant de composés dont le potentiel toxique est, là encore, étayé scientifiquement. Et la liste des molécules indésirables qu'ils ont retrouvées dans ces couches ne s'arrête pas là.

L'usage des couches biologiques, non blanchies au chlore, sans HAP et plastique, fabriquées à partir de ressources naturelles bien maîtrisées nous apparaît être une priorité à mettre en œuvre. Par ailleurs, je tiens à souligner que la ville offre la possibilité aux parents, soucieux de générer moins de déchets et de faire des conséquentes économies, d'amener des couches lavables. C'est bien marqué dans le règlement intérieur. Vous auriez pu parler de cela en Commission, mais c'était impossible. Et je vous en remercie, cette initiative est à mettre en avant, car permettez-moi de rappeler que l'utilisation des couches lavables représente 280 kg de déchets produits par enfant entre 0 et 2 ans et demi contre 800 kg pour les couches jetables. Et non l'utilisation des couches lavables comme j'ai pu entendre dire, n'est pas un retour aux épingles à nourrice et aux langes utilisés de nos grands-mères. Donc, s'il vous plaît, merci en tout cas de le proposer aux familles et peut-être qu'un jour, vous proposerez vous-mêmes d'utiliser des couches lavables dans nos crèches.

Enfin, concernant les repas, nous réitérons notre attachement aux cuisines internes aux établissements, car la gestion des repas fait partie intégrante du projet de la crèche et permet de s'adapter aux enfants présents, ainsi qu'une meilleure traçabilité des produits. Bien entendu, nous réitérons également notre souhait de voir l'offre de produits biologiques et de saison se développer dans nos crèches municipales en regrettant que les crèches privées aient plus d'avance que les crèches publiques en la matière.

Nous estimons ainsi qu'il va de notre responsabilité d'élus de tout mettre en œuvre pour limiter les expositions toxiques, notamment au sein de nos structures d'accueil de la Petite Enfance. C'est pourquoi il nous semble plus qu'urgent que la Ville de Bordeaux entre dans une démarche de territoire sans perturbateurs endocriniens en imposant notamment dans ses crèches en gestion municipale ou déléguée une alimentation saine, biologique et locale et le respect des recommandations de l'Agence régionale de santé de la Nouvelle Aquitaine dans son guide pour l'accueil des enfants dans un environnement sain.

Par ailleurs, je souhaitais rappeler également que le règlement ne semble pas tout à fait en adéquation entre la grille des points qu'on donne aux familles pour avoir une place en crèche et son article 1-1 dans lequel elle dit : « *Dans ce cadre, elle établit des propositions d'admission tout en garantissant la diversité de temps d'accueil, la mixité sociale et la mixité d'âge* ». Nous pensons qu'il serait bon de réévaluer le nombre de points attribués aux personnes qui sont à la recherche d'un emploi parce qu'effectivement, il est toujours difficile de rechercher un emploi et d'avoir des enfants à garde, sachant que ce sont deux parents qui ont un emploi qui sont prioritaires. Je vous remercie.

## **M. le MAIRE**

Merci Madame. Madame COLLET.

## **MME COLLET**

J'ai un certain nombre de réponses à donner évidemment. Pourquoi est-ce qu'on a mis si longtemps pour fournir les crèches ? C'est pour des raisons toutes simples d'études préliminaires, de savoir justement avec tout ce que vous avez dit sur les nombreuses propositions de choix de couches, être sûrs qu'on faisait le bon choix.

La deuxième raison, c'est une contrainte financière. Fournir des couches dans toutes les crèches de la ville, c'est quand même une contrainte financière. Il fallait qu'on étudie un certain nombre de scénarios, mais actuellement la faisabilité est manifeste. Donc, on y est allé courageusement parce qu'on savait très bien que si on fournissait un produit, c'était à nouveau des complications par rapport à ces questions techniques.

Je voulais quand même préciser qu'il y a une absence totale de pesticides ou de quelconques produits toxiques dans les couches que nous avons choisies, qui sont les couches de la marque Pommette qui sont d'ailleurs les mêmes que le Conseil départemental a choisies dans ses lieux d'accueil, et donc, je crois que c'est la meilleure marque actuellement sur le marché.

Les couches lavables, c'est un sujet familial, mais pas un sujet de collectivité. Une femme qui a travaillé toute la journée, et éventuellement même le père, peut laver les couches le soir, mais c'est quand même des grosses journées et je ne pense pas que ça soit forcément un choix de société vers lequel il faut aller.

Après, sur la question de la qualité de l'environnement sain pour l'enfant, on est tout à fait d'accord pour y aller, et on a d'ailleurs un certain nombre de fiches action dans notre projet Certi'crèche au niveau des lieux d'accueil de la Petite Enfance. On a déjà des produits d'entretien et des procédures d'entretien qui sont certifiés. On a un travail sur la qualité de l'air intérieur qui existe déjà. On a.... Vous faites, vous aussi, une petite fixette, vous êtes peut-être aussi un petit peu obsessionnelle, Madame...

### **M. le MAIRE**

Chut, ça va, ça va.

### **MME COLLET**

Sur la question du bio, effectivement, nous ne sommes qu'à 30 % de bio, mais nous avons donné beaucoup de place aux producteurs locaux, aux circuits courts et aux modes de production des aliments qui sont fournis dans les crèches et, à ce titre-là, nous n'avons pas à rougir même si *stricto sensu* nous n'avons encore que 30 % d'aliments bios dans les crèches.

Voilà. Je crois que sur le critère d'attribution des places de crèche aux différents parents, certes, nous aimerions pouvoir prioriser tout le monde et avoir une place pour chaque demande. Ce n'est malheureusement pas encore le cas, bien que nous couvrions 70 % des demandes, ce qui est quand même pour des villes d'une importance comme celle de Bordeaux, c'est un pourcentage déjà très satisfaisant. Et nous faisons une place, bien évidemment, aux gens en recherche d'emploi avec des critères un peu plus restrictifs, c'est vrai. On leur accorde 2 ou 3 jours au lieu de leur accorder un temps plein.

### **M. le MAIRE**

Merci. Pas d'oppositions, je pense à ce règlement ? Pas d'abstentions non plus ?

Délégation suivante.

### **MME JARTY-ROY**

Délégation de Monsieur Jean-Louis DAVID. Délibérations 21 et 22 : Fonds d'investissement des quartiers.

**Règlement de fonctionnement  
des établissements d'accueil collectif  
de la Ville de Bordeaux**



# Sommaire

<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>Mission des établissements municipaux d'accueil des jeunes enfants</b>	<b>4</b>
<b>Démarche qualité Certi'Crèche</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1 – LES FONCTIONS DU DIRECTEUR</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 2 – LA CONTINUITÉ DE FONCTION DE DIRECTION</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 3 – LES MODALITÉS D'ADMISSION DES ENFANTS</b>	<b>5</b>
<b>Article 1 - La commission d'attribution des places</b>	<b>5</b>
1.1 - Objectifs	5
1.2 - Composition de la commission et critères d'admission	5
1.3 - Procédure après Commission d'admission	5
<b>Article 2 - Période d'adaptation</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE 4 – HORAIRES ET CONDITIONS DE DEPART DES ENFANTS</b>	<b>6</b>
<b>Article 1 - Arrivées et départs des enfants</b>	<b>6</b>
<b>Article 2 - Autorité parentale</b>	<b>7</b>
<b>Article 3 - Absences</b>	<b>7</b>
<b>Article 4 - Retards</b>	<b>7</b>
<b>Article 5 - Modalités d'ouverture et de fermeture</b>	<b>8</b>
<b>Article 6 - Départ Définitif</b>	<b>8</b>
6.1 - Départ volontaire	8
6.2 - Départ pour déménagement hors Bordeaux	8
<b>CHAPITRE 5 – LE MODE DE CALCUL DES TARIFS</b>	<b>8</b>
<b>Article 1 - Le mode de calcul des tarifs</b>	<b>8</b>
<b>Article 2 - Les ressources prises en compte</b>	<b>10</b>
<b>Article 3 - Les frais de gestion</b>	<b>10</b>
<b>Article 4 - Le paiement des frais de garde</b>	<b>10</b>
4.1 - La base du contrat	10
4.2 - Modalités générales d'accueil	10
4.3 - Modes d'accueils	10
Accueil régulier	11
Accueil occasionnel	11
Accueil d'urgence	11
<b>Article 5 - Date d'effet du contrat</b>	<b>11</b>
<b>Article 6 - Modification du contrat</b>	<b>11</b>
6.1 - Modification de la fréquentation	11
6.2 - Modification liées aux changements de situations	12
<b>Article 7 - Pointage par écran tactile</b>	<b>12</b>
<b>Article 8 - Démarches pour s'acquitter du paiement</b>	<b>12</b>
<b>Article 9 - Réduction de la participation financière</b>	<b>12</b>
<b>CHAPITRE 6 – LES MODALITÉS DU CONCOURS DU MEDECIN, DE LA PUERICULTRICE ET DES PROFESSIONNELS MENTIONNES A L'ARTICLE R 2324- 38</b>	<b>13</b>



Article 1 - Le médecin de l'établissement _____	13
Article 2 - Le puériculteur(trice) _____	144
Article 3 - L'éducateur(trice) de jeunes enfants _____	14
Article 4 - L'équipe auprès des enfants _____	14
<b>CHAPITRE 7 – MODALITE DE DELIVRANCE DES SOINS SPECIFIQUES _____</b>	<b>14</b>
Article 1 - Maladie _____	14
Article 2 - Protocoles médicaux _____	15
Article 3 - Médicaments _____	15
Article 4 - Handicap et maladie chronique _____	15
<b>CHAPITRE 8 – MODALITES D'INTERVENTION MEDICALE EN CAS D'URGENCE _____</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE 9 – MODALITES D'INFORMATION ET DE PARTICIPATION DES PARENTS A LA VIE DE L'ETABLISSEMENT _____</b>	<b>166</b>
<b>CHAPITRE 10 – DISPOSITIONS POUR PRENDRE EN COMPTE L'OBJECTIF D'ACCESSIBILITE _____</b>	<b>16</b>
<b>CHAPITRE 11 – DISPOSITIONS PRATIQUES _____</b>	<b>17</b>
Article 1 - Hygiène et alimentation _____	17
Article 2 - Sortie programmée en cours de journée _____	17
Article 3 - Photos et films _____	18
Article 4 - Circulation dans l'établissement _____	18
<i>Annexe 1 : Grille de critères indicatifs 2016/2017 _____</i>	<i>19</i>
<i>Annexe 2 : Liste des structures municipales _____</i>	<i>20</i>
<i>Annexe 3 : Accueil d'urgence _____</i>	<i>23</i>
<i>Annexe 4 : Les congés _____</i>	<i>24</i>
<i>Annexe 5 : Maladies contagieuses et évictions _____</i>	<i>25</i>

## **PREAMBULE**

### **Adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 29 JANVIER 2018;**

Les établissements d'accueil collectif de jeunes enfants gérés par la Ville de Bordeaux assurent pendant la journée un accueil collectif régulier ou occasionnel des enfants âgés de 8 semaines à 3 ans révolus, conformément au projet d'établissement de chaque structure. Pour les enfants présentant un handicap, l'accueil peut être proposé jusqu'à 5 ans révolus.

Les enfants et les familles y sont accueillis

- dans le respect de la différence
- dans le respect du principe de laïcité

Les services de Protection Maternelle et Infantile du Conseil Départemental (C.D) et la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F) sont sollicités pour avis sur le fonctionnement, le nombre de places dévolues à l'accueil et l'âge des enfants accueillis ainsi que sur les projets d'établissement et le présent règlement.

Les structures multi accueil (liste en annexe) fonctionnent conformément :

- aux articles L 2324-1 et R 2324-16 et suivant le code de la Santé Publique et ses modifications éventuelles
- aux dispositions du décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans
- aux instructions en vigueur de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (C.N.A.F), toute modification étant applicable
- aux dispositions au règlement de fonctionnement ci-après.

Les établissements d'accueil du jeune enfant bénéficient de financements de la C.A.F.

### **Missions des établissements municipaux d'accueil des jeunes enfants**

Dans le cadre de leur mission, les établissements d'accueil ont pour rôle :

- de veiller à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants ainsi qu'à leur développement.
- d'aider les parents à concilier vie professionnelle et vie familiale.
- de garantir un quotidien ajusté aux besoins individuels de l'enfant.
- de construire des liens personnalisés et sécurisants pour l'enfant et ses parents.
- de concourir à l'intégration sociale des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique.
- de veiller à l'accueil des familles en parcours d'insertion et des familles sans emploi.

### **Démarche qualité Certi'Crèche**

La Ville de Bordeaux s'est engagée dès 2010 dans une démarche qualité portant sur l'ensemble des établissements d'accueil collectif des jeunes enfants sous gestion municipale afin d'optimiser la qualité du service rendu aux usagers.

Afin d'assurer le maintien de la certification (en partenariat avec l'A.F.N.O.R.) et d'ancrer cette démarche d'amélioration continue dans les structures, le label Certi'Crèche entame un nouveau cycle de renouvellement.

## **CHAPITRE 1 – LES FONCTIONS DU DIRECTEUR**

Le directeur (trice) est responsable de l'organisation et de la gestion de l'établissement conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il (elle) est chargé(e) de faire appliquer le présent règlement. Il (elle) est garant(e) du projet d'établissement et assure la responsabilité hiérarchique du personnel.

Dans le cadre de ses missions à la Ville, il peut s'appuyer sur une équipe de coordination de territoire petite enfance.

## CHAPITRE 2 – LA CONTINUITE DE FONCTION DE DIRECTION

En l'absence du directeur (trice) toutes les dispositions sont prises pour assurer la continuité de la fonction de direction. Ainsi, le directeur (trice) est remplacé(e) dans ces missions par un professionnel de l'établissement identifié selon un protocole mis en place dans chaque établissement et communiqué aux parents le cas échéant.

## CHAPITRE 3 – LES MODALITES D'ADMISSION DES ENFANTS

Les établissements municipaux d'accueil de la petite enfance sont réservés dans la limite des places disponibles aux résidents de la commune.

### Article 1 - La commission d'attribution des places

#### 1.1 - Objectifs

En tenant compte des contraintes structurelles et organisationnelles de chacun des établissements, la commission d'attribution des places garantit l'optimisation de leur fréquentation en prenant en compte au mieux les besoins des enfants et des familles.

Dans ce cadre, elle établit des propositions d'admission tout en garantissant la diversité des temps d'accueil, la mixité sociale et la mixité d'âge.

#### 1.2 - Composition de la commission et critères d'admission

Les places d'accueil sont attribuées par la commission d'attribution des places présidée par l' élu(e), Adjoint(e) au Maire en charge de la petite enfance, en fonction d'une grille de critères indicatifs (Cf. annexe 1 - grille 2017/2018) qui prennent en compte les situations familiales, sociales et professionnelles. Deux représentants désignés parmi les parents élus de chaque établissement sont présents lors de ces commissions ainsi que le directeur (trice) de la Petite Enfance ou son (sa) représentant(e), les coordinateurs (trices) Petite Enfance territoriaux, un représentant en charge de l'accompagnement et de l'information des familles et les directeurs (trices) des structures municipales associatives ou en délégation de service public ou leurs représentant(e)s.

Dans le cadre de la réglementation (article L 214-2 et L 214-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles), une priorité est donnée aux familles engagées dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle bénéficiant de minimas sociaux, pour leur permettre d'accéder à un emploi ou de le créer, ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.

Les structures d'accueil collectif de la Ville de Bordeaux prévoient des places pour l'accueil d'urgence, selon les projets d'établissement.

#### L'attribution des places:

Les demandes d'inscriptions sont examinées :

- par les commissions d'attribution des places,
- par la commission à chaque ouverture d'établissement,
- par l' élu(e) et la Direction de la Petite Enfance et des Familles en cours d'année.

#### 1.3 - Procédure après la commission d'admission

L'admission définitive est subordonnée :

- **au rendez-vous avec le directeur/trice de l'établissement** dans un délai de 15 jours suivant réception du courrier d'affectation. Passé ce délai, sans réponse des familles, la place est déclarée vacante et réattribuée à une autre famille.  
Le directeur (trice) devra s'assurer que les conditions qui ont déterminé l'attribution sont toujours remplies. En cas de changement important de la demande ayant des répercussions sur l'organisation du service, le directeur (trice) se réserve le droit d'annuler l'inscription.

- **à la réception d'un dossier administratif complet** qui devra être composé des photocopies des pièces administratives suivantes en fonction de la situation du demandeur :
  - copie du livret de famille actualisé ou copies intégrales des actes de naissance de tous les enfants à charge datant de moins de 3 mois,
  - photocopie des pages de vaccinations du carnet de santé : vaccinations obligatoires conformément à la réglementation en vigueur (cf. Annexe). NB : pour le vaccin Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite (les deux premières injections plus le rappel, en fonction de l'âge de l'enfant. En cas de non respect de ce schéma vaccinal, la Ville se réserve le droit de suspendre ou d'annuler l'entrée en crèche) et éventuellement les autres vaccinations recommandées,
  - attestation papier de sécurité sociale justifiant de la couverture médicale de l'enfant accompagnant la carte vitale du parent responsable,
  - justificatif précisant le numéro d'allocataire C.A.F ou M.S.A,
  - justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture eau, gaz, EDF ou loyer),
  - dernier avis d'imposition N-2, pour les non allocataires ou en cas de refus de consultation CAF PRO,
  - attestation Pôle Emploi, attestation de stage en cas de formation, attestation d'employeur (en fonction de la situation),
  - attestation d'assurance responsabilité civile avec le nom de l'enfant,
  - copie du jugement du tribunal définissant les modalités de mise en œuvre des droits de visite et d'hébergement.

Ces documents doivent impérativement être remis au directeur (trice) **avant le 1er jour d'adaptation**, faute de quoi la Ville se réserve le droit d'annuler l'inscription.

- **à l'avis favorable du médecin de l'établissement :**
  - § soit sur la production du certificat médical d'aptitude de la vie en collectivité établi par le médecin choisi par la famille (pour les enfants de plus de 4 mois qui ne présentent pas de handicap, et ne sont ni atteint d'une affection chronique, ni d'un problème de santé nécessitant une attention particulière),
  - § soit suite à la visite médicale pour les enfants en situation de handicap ou présentant une maladie chronique,
- **à la signature et à l'acceptation du présent règlement par le ou les responsables légaux,**
- **à la signature du contrat d'accueil par le ou les responsables légal (aux).**

## **Article 2 - Période d'adaptation**

Étape clef pour tout enfant arrivant en structure, elle est indispensable et nécessaire qu'il s'agisse d'un primo-entrant ou d'un changement d'établissement. Elle consiste à accueillir progressivement l'enfant avant l'entrée définitive selon un cycle défini entre les parents et le directeur (trice) d'établissement. La période est définie de façon conjointe par l'équipe éducative et les parents. Elle peut varier selon chaque enfant.

La période d'adaptation est propre à chaque enfant, elle est comprise entre 5 et 10 jours ouvrés (sauf situation spécifique déterminée par le directeur (trice)). Elle est facturée au réel de la fréquentation arrondie à la demi-heure.

# CHAPITRE 4 – HORAIRES ET CONDITIONS DE DEPART DES ENFANTS

## **Article 1 - Arrivées et départs des enfants**

Les établissements organisent des activités d'éveil, des temps de restauration et des périodes de sieste. Pour le respect des rythmes de l'enfant et afin d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement, en référence au projet éducatif, il est demandé aux parents de respecter ces plages.

L'amplitude horaire d'un accueil ne pourra pas être inférieure à deux heures.

Les arrivées :

Pour permettre à l'enfant de participer aux activités, il est conseillé de l'amener avant 9h30 pour l'accueil du matin, entre 11h00 et 11h30 s'il est prévu qu'il déjeune et entre 13h00 et 13h30 pour l'accueil de l'après-midi.

Les départs :

Ils peuvent être envisagés entre 11h00 et 11h30 si l'enfant ne déjeune pas, entre 12h00 et 12h30 pour les enfants qui déjeunent et après 16h30 pour ceux qui réservent à la journée.

Seuls les responsables légaux ou les personnes majeures désignées dans le contrat d'accueil, munies d'une pièce d'identité, sont habilitées à venir chercher l'enfant.

Dans le cas exceptionnel où une personne non autorisée doit venir chercher l'enfant, un des deux parents doit prévenir le directeur (trice) de l'établissement par mail. L'enfant sera confié à la personne désignée par les parents sur présentation d'une pièce d'identité.

En cas d'éloignement géographique des deux responsables légaux, il est **demandé aux familles de désigner deux personnes majeures susceptibles d'être contactées et de pouvoir récupérer l'enfant.**

Un mail mentionnant l'identité des deux personnes sera demandé et l'enfant sera remis sur présentation d'une pièce d'identité.

Les professionnel(le)s peuvent refuser le départ de l'enfant s'ils (elles) estiment que l'adulte qui le prend en charge est susceptible de le mettre en danger. Ils (elles) en réfèrent alors à la Direction de la Petite Enfance et des Familles qui prendra les mesures nécessaires.

L'enfant reste sous la responsabilité de l'accompagnant tant qu'il n'a pas été accueilli par un membre du personnel. Tout accident survenant à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement engage la responsabilité civile des parents dès lors que leurs enfants se trouvent sous leur surveillance, c'est-à-dire lorsque les parents accompagnent ou viennent chercher leur enfant dans son espace de vie.

## **Article 2 - Autorité parentale**

La situation parentale s'apprécie par rapport à l'exercice de l'autorité parentale. Elle est examinée dès l'inscription. Elle est déterminante pour le directeur (trice) de l'établissement dès lors qu'elle lui permet de savoir à qui doit être remis l'enfant, dans le cas d'un exercice de l'autorité parentale particulier (suspension temporaire...). Elle est examinée dès l'inscription. En cas de changement, le détenteur de l'autorité doit le signaler par écrit et produire les justificatifs nécessaires.

## **Article 3 - Absences**

Les congés « non facturés » doivent être signalés un mois à l'avance pour les vacances estivales et quinze jours pour le reste de l'année. (Cf. La réduction de la participation financière Chap. 5 - Art 9)

L'absence pour maladie doit être signalée le jour même avant 9h30 pour les accueils à la journée ou en matinée et avant 13h30 pour les accueils en après-midi.

Il serait souhaitable pour toute autre absence programmable qu'une information soit donnée afin d'assurer le bon fonctionnement de la structure.

Prévenir de l'absence ou du retard de l'enfant permet une meilleure gestion des plannings du personnel, d'ajuster le nombre de repas préparés et l'organisation d'activités proposées aux enfants.

Pour toute absence supérieure à une semaine non justifiée par écrit, un courrier sera adressé aux parents. En l'absence de réponse, la place sera déclarée vacante après trois semaines à compter du premier jour d'absence.

## **Article 4 - Retards**

Lorsque le ou les parents pressentent qu'ils seront dans l'impossibilité de respecter ponctuellement les horaires fixés, ils doivent en informer le personnel de l'équipe le plus en amont possible et s'organiser pour qu'une personne habilitée puisse venir chercher l'enfant.

En cas de retard répétés supérieur à 15 minutes, une modification du contrat pourra être réétudiée sous réserve des possibilités d'accueil. Si non respect des horaires du contrat au bout de trois rappels du directeur (trice), la Ville se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement l'enfant.

De même, après trois retards répétés au delà de la fermeture de l'établissement, un courrier d'avertissement sera adressé aux familles. S'il n'est pas suivi d'effet, la Ville se réserve le droit d'exclure l'enfant.

En cas de retard des parents après la fermeture de l'établissement et s'il est impossible de contacter les personnes mandatées pour venir chercher l'enfant, le directeur (trice) de l'établissement ou la personne en continuité de fonction de direction prendra les mesures adaptées auprès des services d'urgence compétents.

Tout départ anticipé de l'enfant ne vient pas en compensation d'éventuels dépassements d'horaires journaliers.

## **Article 5 - Modalités d'ouverture et de fermeture**

L'amplitude maximale d'ouverture des établissements est de 7h30 à 18h30.

Les jours et heures d'ouverture sont affichés dans chaque établissement et annexés au présent règlement (annexe 2).

Les établissements sont ouverts tous les jours, sauf les samedis, dimanches, jours fériés et éventuellement pendant certaines périodes de l'année. A titre exceptionnel, ces horaires peuvent être ponctuellement modifiés (mouvements sociaux, grèves). Les parents en sont avertis au plus tôt.

Lorsqu'en application de décisions du Maire de Bordeaux ou de l'Adjoint(e) délégué(e) en charge de l'enfance, il est décidé la fermeture de certains établissements sur des périodes spécifiques, les familles sont averties un mois à l'avance par voie d'affichage dans les établissements et par une information donnée oralement par le personnel.

Les établissements sont fermés pendant quatre semaines consécutives durant la période estivale, s'ensuit une journée pédagogique avant la réouverture des établissements.

Les demandes de remplacement pendant cette période sont examinées par une commission d'attribution spécifique selon les possibilités d'accueil. L'enfant pourra être remplacé sur certaines structures associatives ou en délégation de service public.

Les établissements ferment également au moins une semaine entre Noël et jour de l'An, ainsi qu'une semaine supplémentaire pendant les vacances scolaires de printemps pour les établissements de moins de 20 places.

## **Article 6 - Départ Définitif**

### **6.1 - Départ volontaire**

Les parents qui désirent mettre fin au contrat doivent en informer la direction de l'établissement par écrit :

- en accueil régulier, un préavis d'un mois est exigé, qui sera facturé.
- en accueil occasionnel, aucun préavis n'est exigé.

### **6.2 - Départ pour déménagement hors Bordeaux**

Il est mis fin au contrat d'accueil le 31 juillet si le déménagement a lieu le premier semestre de l'année et le 31 décembre si le déménagement a lieu le second semestre. La présence de l'enfant définie dans le contrat d'accueil doit être respectée, la ville se réserve le droit de mettre fin au contrat le cas d'échéant.

# **CHAPITRE 5 – LE MODE DE CALCUL DES TARIFS**

## **Article 1 - Le mode de calcul des tarifs**

La participation financière des parents aux frais d'accueil de leur enfant est déterminée suivant le barème national fixé par la Caisse Nationale des Allocations Familiales.

Cette participation varie en fonction des ressources et de la composition familiale. Elle correspond à un taux d'effort modulable en fonction du nombre d'enfants à charge de la famille, dans les limites annuelles d'un plancher et d'un plafond définis par la C.N.A.F. Ces planchers et plafonds, ainsi que les ressources de la famille, sont réactualisés tous les ans au 1er janvier et donnent lieu à l'établissement d'un avenant au contrat. Le taux d'effort appliqué aux familles est calculé sur une base horaire.

A la naissance d'un nouvel enfant dans la famille, le taux d'effort applicable est révisé, dès réception de l'acte de naissance par le directeur (trice) de l'établissement.

Ce changement de tarif donne lieu à l'établissement d'un nouveau contrat.

La présence d'un enfant en situation de handicap dans la famille entraîne l'application du taux d'effort inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants en situation de handicap dans le foyer.

Le calcul du tarif se fera :

- pour les allocataires sur présentation de l'attestation de versement de l'Allocation d'Education Enfants Handicapé (A.E.E.H.) délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales.
- pour les non allocataires, sur présentation de la notification de la décision du taux d'handicap remise par la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent de l'établissement où est accueilli l'enfant divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

Tableau des taux d'effort (en % du revenu net imposable)

Nombre d'enfants	Taux d'effort par heure facturée en accueil collectif	Taux d'effort par heure facturée en accueil familial, parental et micro crèche
1 enfant	0,06%	0,05%
2 enfants	0,05%	0,04%
3 enfants	0,04%	0,03%
4 enfants	0,03%	0,03%
5 enfants	0,03%	0,03%
6 enfants	0,03%	0,02%
7 enfants	0,03%	0,02%
8 enfants	0,02%	0,02%
9 enfants	0,02%	0,02%
10 enfants	0,02%	0,02%

La participation financière est établie le jour de la signature du contrat. Elle est effectuée prioritairement, sur la base de données C.D.A.P\* après accord des familles. Pour les allocataires M.S.A (Mutualité sociale agricole), l'accès aux ressources est accessible par télé service, par internet via le portail M.S.A.

Dans le cas contraire, il est demandé la communication des ressources de l'avis d'imposition ou de non imposition N-2.

Lors de changements dans la situation de la famille (séparation, divorce et perte d'emploi...) les allocataires, doivent réactualiser leur dossier auprès de la Caisse d'Allocations Familiales.

Pour les non-allocataires, les pièces justificatives doivent être adressées au directeur (trice) de l'établissement, qui se charge de réactualiser le dossier.

\*La CAF met à disposition des gestionnaires un service de consultation des revenus.

A défaut de remise des justificatifs nécessaires dans les délais demandés, un courrier sera adressé aux familles par la Ville qui se réserve le droit d'appliquer le tarif maximum jusqu'à réception des documents sans effet rétroactif.

## **Article 2 - Les ressources prises en compte**

- Pour les allocataires : les ressources retenues pour l'attribution des prestations familiales, telles que calculées dans C.D.A.P.
- Pour les non allocataires : celles retenues en matière d'imposition avant tout abattement.

Dans le cadre du micro-BIC, micro-BNC, micro-Fonciers, les ressources déclarées sont prises en compte après l'abattement forfaitaire qui s'applique à chacune des catégories.

Seuls peuvent être déduits les pensions alimentaires versées et déclarées, les déficits de l'année de référence (pour les employeurs ou travailleurs indépendants) et les déficits fonciers.

Dans le cadre d'un retour à l'emploi après une période de chômage, les ressources à prendre en compte seront celles déterminées par C.D.A.P pour les allocataires.

Si l'enfant est en résidence alternée avec les allocations familiales partagées, le contrat d'accueil sera établi pour chacun des responsables, une double facturation pourra être proposée. En cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte. La facturation sera calculée chaque mois en fonction du calendrier fixé précédemment lors de la contractualisation avec le directeur (trice).

## **Article 3 - Les frais de gestion**

Le paiement annuel des frais de gestion est obligatoire pour fréquenter l'établissement, il est calculé en fonction des revenus des familles sur une base de 17h sans pouvoir toutefois excéder 50 euros.

Les frais de gestion sont facturés le premier jour d'accueil (régulier et occasionnel). Dans le cas d'une garde partagée à part égale, les frais s'appliqueront au choix, sur l'un des deux représentants.

## **Article 4 - Le paiement des frais de garde**

### **4.1 - La base du contrat**

Celle-ci est constituée :

- par le nombre d'heures d'accueil réservées et planifiées sur une ou plusieurs semaines,
- par le taux d'effort horaire applicable.

La famille est tenue de payer les heures fixées dans le planning de réservation du contrat d'accueil.

Toute demi-heure commencée est due.

Le pointage de l'enfant se fait à la minute mais celui-ci est arrondi au quart d'heure le plus proche, pour la facturation des prestations.

Exemple : un pointage à 7h52 est arrondi à 7h45 ; un pointage à 7h53 est arrondi à 8h00.

### **4.2 - Modalités générales d'accueil**

L'amplitude horaire est fixée par le contrat d'accueil, à l'intérieur d'une plage horaire maximale comprise entre 7h30 et 18h30. Il est basé sur le planning demandé par les familles et validé lors de la commission d'attribution des places. Toute demande d'augmentation ou de diminution de la fréquentation de l'enfant dans l'établissement renvoi à l'article 6.1 (chapitre 5) du présent règlement.

Les transmissions font parties du temps d'accueil. Il est préconisé de veiller à disposer d'un temps suffisant pour qu'elles puissent être communiquées dans des conditions favorables.

### **4.3 - Modes d'accueils**

Lors des premiers rendez-vous avec le directeur (trice) de l'établissement, un contrat d'accueil est établi et remis ainsi que les documents relatifs au fonctionnement. Les jours de présence, heures d'arrivée et de départ de l'enfant, font l'objet d'une entente préalable entre le directeur (trice) de l'établissement et les parents, et sont précisés dans le contrat d'accueil dûment signé qui reprend la planification validée lors de la Commission d'attribution des places.

Le contrat prévoit l'amplitude hebdomadaire d'accueil de l'enfant. La réservation peut porter sur un accueil à temps plein, à temps partiel ou pour quelques heures par semaines. Les dispositions du contrat, dont un



exemplaire est conservé par les parents, formalisent les droits et obligations des deux parties. Toute heure réservée sera facturée sauf exceptions limitativement énumérées à l'article 9 du présent règlement.

### **Accueil régulier**

L'accueil est régulier lorsque les besoins sont connus à l'avance, et sont récurrents.

Les enfants sont connus et inscrits dans l'établissement selon un contrat établi avec les parents comme précédemment expliqué. Le contrat détaille les heures et les jours qui sont réservés à l'accueil de l'enfant.

A titre d'exemple il y a « régularité » lorsque l'enfant est accueilli deux heures par semaine ou trente heures par semaine. La notion de régularité ne renvoie pas à une durée mais à une récurrence.

Le contrat d'accueil est signé pour une durée d'un an maximum, renouvelable tacitement jusqu'à la scolarisation de l'enfant. Il peut couvrir une période inférieure.

### **Accueil occasionnel**

Les besoins sont connus à l'avance non récurrents ou ponctuels, une récurrence peut cependant être admise sans pouvoir excéder une durée totale de trois mois consécutifs. L'enfant est connu de l'établissement, il y est inscrit et nécessite un accueil pour une durée limitée et ne se renouvelant pas à un rythme régulier. Comme pour l'accueil régulier un contrat est établi avec les parents pour l'ensemble de l'année mais il peut couvrir une période inférieure. La réservation et la facturation s'effectueront sur la base d'un accueil minimal de deux heures auxquelles s'ajoutera chaque demi-heure entamée.

La Ville de Bordeaux a mis en place plusieurs modalités d'organisation et de tarification concernant l'occasionnel :

L'accueil anticipé : la famille réserve des plages horaires en lien avec le bornage. La facturation s'effectue sur la contractualisation.

L'accueil le jour même : en fonction des disponibilités de l'établissement, le directeur propose des plages horaires aux familles inscrites sur liste d'attente « accueil occasionnel ». La facturation se fait au réel des besoins de la famille.

### **Accueil d'urgence**

L'accueil d'urgence intervient lorsque la famille connaît une rupture dans son équilibre de vie. Il répond à une demande qui n'a pas pu être anticipée, ou n'a pas pu se résoudre avant ce délai.

L'accueil d'urgence propose une solution d'accueil temporaire pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise, et réfléchir aux besoins et aux relais à mettre en place si nécessaire.

Cette mesure est exceptionnelle et doit répondre à des critères spécifiques qui permettent le déclenchement de la mesure d'accueil d'urgence par le service de l'accueil et l'accompagnement des familles.

(Cf. Annexe 3 : Accueil d'urgence)

### **Article 5 - Date d'effet du contrat**

Le contrat est conclu sur la base d'une année civile :

La première année le contrat débute à la date d'entrée jusqu'au 31 décembre, la seconde du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, pour la dernière du 1<sup>er</sup> janvier à la date de fin de fermeture estivale de l'établissement.

Un avenant est réalisé tous les ans en janvier au moment de la révision des prix planchers et plafonds définis par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

### **Article 6 - Modification du contrat**

#### **6.1 - Modification de la fréquentation**

Toutes demandes de modification de la fréquentation (augmentation et diminution) doit s'accompagner d'une pièce justificative et être formulée par écrit auprès du directeur (trice) au moins un mois avant la date souhaitée de mise en application.

Un tel changement ne constitue pas un droit et reste conditionné à la capacité d'accueil disponible et au respect des conditions d'accueil applicables à l'établissement.

En cas d'incompatibilité avec l'organisation de la structure le directeur (trice) une nouvelle demande peut être effectuée par les familles auprès du service d'accueil et d'information des familles, elle sera par la suite, réexaminée en commission d'attribution des places.

En cas d'incohérence récurrente entre les pointages et le contrat d'accueil établi, une révision du contrat sera proposée par la directrice et un nouveau contrat pourra être réalisé.

## **6.2 - Modification liées aux changements de situations**

Le contrat d'accueil définit les personnes autorisées à venir chercher l'enfant et le cadre des autorisations légales. En cas de modification (composition de la famille, temps de travail, congés parentaux....) un nouveau contrat d'accueil est établi après production du justificatif. Pour les accueils de plus de trois jours, en cas de perte d'emploi de l'un des deux parents, le temps d'accueil peut être réévalué.

## **Article 7 - Pointage par écran tactile**

Le directeur (trice) de l'établissement fournit un « code » à chaque famille correspondant au foyer. Celui-ci permet de comptabiliser à l'aide d'un écran tactile les heures de présences par enfant accueilli. Le pointage est effectué à l'arrivée dans l'établissement et au départ de l'enfant après qu'il ait quitté la section.

Les parents sont tenus de pointer l'horaire d'arrivée et de départ de l'enfant, en cas d'oubli répété (plus de deux reprises sur le mois), il leur sera automatiquement facturé l'amplitude totale d'ouverture de l'établissement.

## **Article 8 - Démarches pour s'acquitter du paiement**

### **• Par internet :**

**Le paiement en ligne est possible depuis** le portail de la Mairie de Bordeaux [www.bordeaux.fr](http://www.bordeaux.fr) ou directement via <https://enfance.bordeaux.fr>. Dès la création du compte personnel, l'espace famille permet d'effectuer des démarches en ligne. Chaque mois une notification de facture est envoyée par mail. Il est possible de consulter, télécharger et régler cette facture présentant l'ensemble des consommations. En cas de mise à jour des coordonnées (téléphone et/ou adresse) sur l'espace famille, il est indispensable d'avertir le directeur (trice) de l'établissement fréquenté par l'enfant.

### **• Par courrier :** Chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, en précisant au verso du chèque le numéro de la facture, les nom et prénom de l'enfant figurant sur la facture.

A envoyer à l'adresse suivante :

Régie de la restauration scolaire et de la Petite Enfance  
4 rue Claude Bonnier  
33045 Bordeaux Cedex

### **• Sur place,** en espèces, chèque, carte bancaire, chèque CESU :

- à la régie de la restauration scolaire et de la Petite Enfance, 4 rue Claude Bonnier, 33 000 Bordeaux.

La date limite de paiement est signalée chaque mois, la facture peut mentionner l'éventuel impayé de la facture du mois antérieur. En cas de non règlement, la facture sera transmise au Trésor Public pour constatation de l'impayé et mise en recouvrement.

## **Article 9 - Réduction de la participation financière**

Ø jours de congés des familles

Ouverture des droits à congés :

Pour les structures de plus de 20 places : Les congés des familles en dehors des périodes de fermeture de la crèche, sont fixés à 10 jours maximum pour une année civile et proratisés en fonction du nombre de jours d'accueil réservé et de la durée du contrat.

Pour les structures de moins de 20 places fermant une semaine supplémentaire, les congés des familles sont fixés à 5 jours ouvrés par an au prorata du temps d'accueil et de la durée du contrat.

Pour tous, ces jours seront retirés du droit total de congés dans la mesure où ils sont signalés par écrit, 1 mois à l'avance pour les vacances estivales et 15 jours le reste de l'année (annexe 4).

A défaut de préavis et/ou au-delà des droits aux congés, les absences seront facturées.

Si reliquat, les jours ne sont pas reportables, ni remboursables d'une année civile sur l'autre.

Rappel : L'accueil occasionnel n'ouvre pas de droits aux congés.

#### ∅ jours de maladie de l'enfant

Sur présentation du certificat médical au retour de l'enfant, un délai de carence de 3 jours (1er jour d'absence et les 2 jours calendaires qui suivent) est facturé.

En cas d'hospitalisation, aucun délai de carence n'est pratiqué sur présentation d'un certificat d'hospitalisation. En cas d'éviction par le médecin de l'établissement une déduction est également appliquée.

#### ∅ Fermeture exceptionnelle en journée ou demi-journée.

Au cours de l'année, deux journées pédagogiques sont organisées. Elles permettent d'assurer la mise en place des projets et de mener une réflexion avec l'ensemble du personnel. Elles ne sont pas facturées. Les parents en sont informés au moins deux mois à l'avance.

Les autres jours de fermeture des structures ne sont pas facturés (jours fériés, ponts, fermetures exceptionnelles et jours de grève). Ils sont affichés au plus tôt dans les structures.

Il n'y a pas de réduction pour convenance personnelle, congés ou absences supplémentaires.

## CHAPITRE 6 – LES MODALITES DU CONCOURS DU MEDECIN, DE LA PUERICULTRICE ET DES PROFESSIONNELS MENTIONNES A L'ARTICLE R 2324-38

### **Article 1 - Le médecin de l'établissement**

Il veille au bon développement des enfants accueillis en collaboration avec le directeur (trice) de l'établissement. Il assure le suivi médical préventif des enfants.

Il réalise la visite d'admission en présence d'un des parents qui doit se munir du carnet de santé à jour. Elle est obligatoire pour l'admission des enfants de moins de 4 mois, pour les enfants présentant un handicap ou une maladie chronique, ou un quelconque problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière.

Pour les enfants de plus de 4 mois, un certificat médical d'aptitude à la vie en collectivité peut être établi par le médecin choisi par la famille. Une visite pourra, néanmoins, être demandée par le médecin de l'établissement avec l'accord des parents.

Aucune prescription médicale, ni certificat ne pourront être délivrés dans le cadre de ses fonctions de médecin d'établissement.

Pour l'exercice de ses missions et lorsqu'il l'estime nécessaire il peut, à son initiative ou sur demande d'un professionnel et avec l'accord des parents, examiner les enfants.

Il assure des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des équipes et des parents. Il intervient auprès des équipes pour l'application des mesures préventives d'hygiène, s'assure des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse et d'épidémie. Il élabore des protocoles datés, signés, réactualisés chaque année à destination des équipes, en collaboration avec le directeur (trice) de l'établissement. Il assure la formation et l'information de tout le personnel sur ces protocoles. Il élabore le Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I) en concertation avec le directeur (trice), la famille et le médecin traitant de l'enfant.

## **Article 2 - Le puériculteur (trice)**

Le puériculteur (trice) apporte dans l'exercice de ses compétences, son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires au bien-être et au développement des enfants.

Il (elle) s'assure, en concertation avec le médecin de l'établissement, de la bonne adaptation des enfants et du respect de leurs besoins.

Par ailleurs, il (elle) veille à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière.

Le cas échéant, il (elle) veille aux modalités de délivrance des soins et à la mise en œuvre des prescriptions médicales.

Il (elle) participe à la mise en place des P.A.I.

En concertation avec le médecin de l'établissement, il (elle) définit le cadre et les modalités d'intervention des soins d'urgence, assure la mise en œuvre des préconisations et protocoles définis par ce dernier.

## **Article 3 - L'éducateur (trice) de jeunes enfants**

L'éducateur (trice) de jeunes enfants apporte dans l'exercice de ses compétences, son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires au bien-être et au développement des enfants. Il (elle) valorise la fonction éducative qui favorise l'éveil et le développement des enfants en collaboration étroite avec les auxiliaires de puériculture et les assistant(es) petite enfance.

En situation de direction, il (elle) s'assure avec le médecin de l'établissement, de la bonne adaptation des enfants et du respect de leurs besoins, de l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière. Il (elle) est responsable de la mise en œuvre des P.A.I. Il (elle) s'assure de la réalisation de la formation des équipes par le médecin de l'établissement. Par ailleurs, il (elle) veille à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière.

## **Article 4 - L'équipe auprès des enfants**

Conformément aux dispositions du code de la santé publique relatif aux établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans, l'équipe est composée : de puériculteur (trice)s, d'éducateur (trice)s de jeunes enfants, d'auxiliaires de puériculture, d'assistant(es) petite enfance. Leur rôle est détaillé dans chaque projet d'établissement. Des psychologues/psychomotriciens apportent leur concours à la prévention, et au développement des enfants grâce à des techniques éprouvées d'écoute et d'observation axées sur l'analyse des pratiques professionnelles, la formation, l'information des équipes et l'accompagnement des familles.

# **CHAPITRE 7 – MODALITE DE DELIVRANCE DES SOINS SPECIFIQUES**

## **Article 1 - Maladie**

Dans l'intérêt de l'enfant, les parents doivent systématiquement signaler tout problème de santé de leur enfant à son arrivée dans l'établissement, ainsi que toute prise de médicaments en dehors du temps d'accueil.

Les enfants malades sont accueillis à condition que leur état reste compatible avec la vie en collectivité.

Le directeur (trice) ou la personne en continuité de fonction de direction, en accord avec le médecin de l'établissement, dispose d'un pouvoir d'appréciation pour refuser l'accueil.

Lors de la survenue d'un symptôme (hyperthermie, diarrhée, vomissement, rougeurs...) durant la période d'accueil, la directrice sera immédiatement informée et décide de la mise en place du protocole médical adapté à la situation.

Les parents seront informés et en fonction de l'état général de l'enfant accueilli, il sera décidé s'il peut ou non rester au sein de l'établissement.

En cas de maladie contagieuse, le médecin de l'établissement pourra prononcer l'éviction provisoire de l'enfant. (Cf. annexe 5 : liste des maladies à éviction selon le Haut Conseil d'hygiène publique de France).  
En cas d'opposition parentale sur ledit diagnostic, l'avis du médecin de l'établissement fait autorité.

Les parents sont informés de toute maladie contagieuse survenant dans l'établissement par voie d'affichage.

### **Article 2 - Protocoles médicaux**

Des protocoles médicaux définissent les directives à suivre selon la situation qui se présente.

Ils sont élaborés et réactualisés, tous les ans, par le médecin de l'établissement et le directeur (trice) de structure puis harmonisés pour l'ensemble des établissements.

Le personnel est formé régulièrement.

Ces protocoles médicaux sont à disposition des parents, auprès du directeur (trice).

### **Article 3 - Médicaments**

Les traitements devront être impérativement administrés par les parents au domicile.

Les seuls médicaments pouvant être donnés sur l'établissement, hors protocole d'accueil individualisé (P.A.I), sont :

- Les collyres : sur ordonnance avec une seule administration à la crèche,
- Les solutés de réhydratation,
- Un antipyrétique à base de paracétamol,
- Les crèmes pour érythème fessiers.

L'ordonnance doit être nominative, datée, signée par le médecin traitant et validée par le médecin de l'établissement.

Le médicament doit être fourni dans son emballage d'origine.

Toutes allergies alimentaires, pathologies chroniques (diabète, asthme..) nécessitent la mise en place, obligatoire, d'un P.A.I. valable 1 an.

### **Article 4 - Handicap et maladie chronique**

Le P.A.I est élaboré sur la demande de la famille. Il est rédigé et signé lors d'une réunion en présence des parents, du directeur (trice), du médecin d'établissement en lien avec le médecin prescripteur. Ce dispositif concerne les cas suivants :

- handicap,
- maladie chronique nécessitant la prise d'un traitement sur le temps d'accueil,
- régime alimentaire spécifique,
- intervention ponctuelle de professionnels extérieurs.

## **CHAPITRE 8 – MODALITES D'INTERVENTION MEDICALE EN CAS D'URGENCE**

Des protocoles d'urgence sont établis par le médecin de l'établissement.

En cas d'urgence, le SAMU est appelé, et si nécessaire l'enfant est transporté aux urgences pédiatriques. Une autorisation figurant dans le contrat d'accueil, est signée par les parents.

En cas d'accident ou d'urgence survenant dans l'établissement et nécessitant une hospitalisation, les frais incomberont aux parents. L'assurance de la ville interviendra dans le règlement des seules dépenses restant à sa charge.

## CHAPITRE 9 – MODALITES D'INFORMATION ET DE PARTICIPATION DES PARENTS A LA VIE DE L'ETABLISSEMENT

Tout au long de l'année, les parents participent à la vie de l'établissement.

Une première information leur est délivrée lors de l'inscription dans l'établissement.

Le règlement est expliqué par le directeur (trice) et le projet d'établissement est présenté. Ces deux documents sont affichés dans l'établissement pour être consultables à tout moment par les parents.

Afin de faciliter l'expression collective des parents sur la vie quotidienne des établissements d'accueil, des conseils d'établissements et des conseils centraux d'établissements ont été créés. Ils permettent de mieux connaître les besoins des familles et de présenter aux parents les différents projets.

Lors du dernier trimestre, la Ville organise les élections des parents délégués, qui siègeront au conseil d'établissement puis au conseil central d'établissement, dont dépend l'établissement qui accueille leur enfant. Chaque parent dispose d'une voix. Tout parent dont l'enfant est inscrit peut présenter sa candidature, pour être élu membre au conseil d'établissement.

Un, deux ou trois parents sont élus au conseil d'établissement en fonction de la capacité de l'établissement (deux au-delà de 20 places, trois au-delà de 40). Le conseil d'établissement est une instance consultative qui a pour objectifs :

- d'organiser l'expression et la participation des parents dans les domaines concernant l'accueil et la vie quotidienne de l'enfant,
- de promouvoir l'émergence et la mise en œuvre de projets d'intérêts collectifs concernant les structures d'accueil de la petite enfance,
- de mieux connaître les besoins des familles,
- de proposer des échanges entre parents et professionnels.

Le conseil central d'établissement se réunira une fois par an, il regroupe par secteur les parents élus aux conseils d'établissement.

Tout au long de l'année des réunions d'information sont organisées par le directeur (trice) afin de leur présenter les moments clés de la vie de leur enfant à la crèche. Des fêtes, cafés des parents, moments conviviaux peuvent également être mis en œuvre à la discrétion du directeur (trice) de l'établissement ou sur initiative des parents.

Des panneaux d'affichage réservés à l'information des parents sont installés dans chaque établissement.

Dans le cadre de la certification Certi'crèche, des questionnaires de satisfaction sont chaque année proposés aux parents et les résultats font l'objet d'une communication.

Pour contribuer à l'amélioration continue de la qualité d'accueil des enfants, une urne avec des fiches de suggestions/réclamations est mise à disposition sur tous les établissements. Un courriel peut également être envoyé à l'adresse suivante ([petite.enfance@mairie-bordeaux.fr](mailto:petite.enfance@mairie-bordeaux.fr)).

## CHAPITRE 10 – DISPOSITIONS POUR PRENDRE EN COMPTE L'OBJECTIF D'ACCESSIBILITE

En accord avec le sixième alinéa de l'article L.214-2 et de l'article L.214-7 du code de l'action sociale et des familles, la Direction de la Petite Enfance vise à favoriser, selon des protocoles spécifiques, l'accueil d'enfants en situation de handicap, de maladie chronique, ou en difficulté sociale, l'accueil d'urgence et l'accueil lié aux démarches d'insertion des parents.

## CHAPITRE 11 – DISPOSITIONS PRATIQUES

### Article 1 - Hygiène et alimentation

La toilette incombe aux parents. L'enfant doit arriver habillé, la couche de la nuit changée.

Les vêtements des enfants doivent être simples et confortables. Ils sont marqués au nom de l'enfant au même titre que les effets personnels.

La Ville ne peut être tenue responsable pour d'éventuelle perte ou dégradation de ceux-ci. Les familles fournissent et veillent à leur réapprovisionnement régulier :

- des vêtements de rechange adaptés selon les saisons
- des sous-vêtements de rechange
- un chapeau dès l'arrivée des beaux jours
- de la crème solaire spécifique à l'âge des enfants
- une brosse ou un peigne
- du lait 1er et/ou 2ème âge

Par mesure de sécurité, le port de bijoux (colliers, boucles d'oreilles, bracelets, collier de dentition, barrettes et pinces à cheveux...) est strictement interdit en raison du danger qu'ils présentent.

Les biberons sont fournis par l'établissement. Néanmoins les parents ont la possibilité de fournir biberons et tétines personnels sous réserve qu'ils soient conformes à la réglementation en vigueur (absence de bisphénol et de phtalates).

L'allaitement maternel est favorisé. Les mères ont la possibilité de venir allaiter leur enfant ou d'amener du lait maternel, il sera consommé uniquement dans la journée. Le transport du lait sera assuré dans un contenant isotherme.

Dans le cadre de la diversification, la première introduction alimentaire est laissée à l'initiative de la famille.

Les enfants arrivant le matin dans l'établissement doivent avoir pris leur petit déjeuner. En fonction de la fréquentation, le déjeuner et le goûter sont donnés sur le temps d'accueil.

Hors P.A.I, toute nourriture extérieure est proscrite hors les laits infantiles 1<sup>er</sup> âge.

Les contraintes de la restauration collective ne permettent pas la consommation de produits « faits maison » : pour les festivités les parents devront veiller à n'apporter que des produits issus du commerce dans leur emballage d'origine.

La Ville fournit les couches (depuis décembre 2017).

En cas de problèmes allergiques, ou de désaccord des familles sur le produit utilisé, il sera possible pour les parents d'apporter des couches de remplacement qui seront à leur charge non déductible de la facturation.

Les couches lavables pourront être acceptées en fonction des possibilités de la structure. Elles ne seront pas entretenues à la crèche.

Les professionnels (elles) de la petite enfance sont sensibilisé(e)s à la qualité environnementale et aux recommandations pour l'accueil d'enfants dans un environnement sain (guide Agence Régionale de la Santé).

### Article 2 - Sortie programmée en cours de journée

Dans le cas où des parents participent aux sorties organisées par l'établissement, ils n'ont la responsabilité que de leur propre enfant.

Les sorties restent conditionnées à l'application des dispositions en vigueur, notamment du plan Vigipirate.

Pour les sorties organisées pour les plus grands (bibliothèque, expositions...), une autorisation écrite des parents est intégrée au contrat d'accueil.

Cette activité est couverte par le contrat en responsabilité civile de la Ville.

### **Article 3 - Photos et films**

Les parents doivent donner expressément leur accord au directeur (trice) de l'équipement, pour que leur enfant puisse apparaître :

- sur des photos et films réalisés par le personnel, par des stagiaires accueillis dans l'établissement ou par d'autres parents à l'occasion notamment de manifestations internes (fêtes, anniversaires...).

Dans ce cas, il s'agit d'un usage familial et privatif excluant expressément l'exploitation commerciale ou non des films, photos...ou leur diffusion sur internet (y compris sur les blogs personnels) et dans les médias.

- sur des photos et films destinés à être diffusés dans la presse et dans les émissions de télévision étant précisé que celles-ci sont réalisées par des professionnels autorisés par le Maire de Bordeaux ou son représentant.

### **Article 4 - Circulation dans l'établissement**

L'accès des locaux, des pièces de vie et d'hygiène est restrictif aux seuls parents et personnes habilités. Le directeur (trice) peut être amené(e) à vérifier l'identité et à exercer un contrôle d'accès au sein de l'établissement.

Les parents doivent se conformer aux consignes du directeur (trice).

Les parents sont responsables des frères et sœurs de l'enfant accueilli. Le comportement de ceux-ci ne doit pas perturber le fonctionnement de l'établissement.

Les parents doivent veiller à bien fermer les portes derrière eux et à ne laisser entrer dans l'établissement aucun inconnu.

La Ville décline toute responsabilité en cas de détérioration ou de vol des poussettes et sièges autos laissés dans les locaux. Les poussettes doivent être pliées et identifiées.



## Annexe 1 : Grille de critères indicatifs 2017/2018

Afin de proposer le mode de garde le mieux adapté dans les meilleurs délais compte tenu de la situation familiale et professionnelle de chacun, une grille de critères indicatifs précise a été élaborée en concertation avec l'ensemble des acteurs de la petite enfance. Les modalités d'admission ont ainsi été clarifiées ; chaque critère correspond à un certain nombre de points.

CRITERES		
SITUATION FAMILIALE		POINTS
Famille de 3 enfants ou plus	Dont au moins 3 enfants de moins de 12 ans	10
Fratrie	Un autre enfant dans EAJE si l'aîné a quitté l'EAJE il y a un an maximum	20
Grossesse multiple		20
Enfant porteur de handicap, maladie chronique de l'enfant ou invalidante	Handicap des membres de la famille (parents sœur/frère) ou invalidante	30
Parents mineurs	1 ou les 2 parents mineurs	30
Horaires atypiques	Organisation professionnelle atypique horaires/ trajets	30
ORGANISATION PROFESSIONNELLE		
2 parents travaillent étudiants-formation	Justificatifs demandés	25
1 parent travaille 1 recherche d'emploi		10
Parent isolé travaille étudiant-formation	Justificatifs demandés	30
Parent isolé recherche d'emploi		15
Agents des structures Petites enfance bénéficiant des engagements pris avec leurs partenaires sociaux		10
Mutation professionnelle (2 parents travaillent)	Déménagement non prévu dans un délai de 3 mois	20
Situations d'urgence signalées	signalées	0.20.30.40

## Annexe 2 : Liste des structures municipales

### Structures municipales

#### Multi accueils collectifs

Structures	Fonctionnement	Type d'accueil
<b>MA Albert Barraud</b> 15 rue du Dr Albert Barraud 33300 Bordeaux Tél : 05 56 44 45 12	3 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
<b>MA Arc en ciel</b> Rés du Lac Bât KB-Apt 951 bis rue des genêts 33000 Bordeaux Tél : 05 56 69 12 33	14 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	20 places
<b>Micro crèche des Argentiers</b> 3/5 rue des Argentiers 33000 Bordeaux Tél : 05 56 81 33 70	18 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	10 places
<b>Micro crèche Lucien Faure</b> 32 sente des Mariniers 33 300 Bordeaux Tél :	10 semaines à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	10 places
<b>MA Armand Faulat 1</b> 1 rue Bahr 33200 Bordeaux Tél : 05 57 22 91 50	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
<b>MA Armand Faulat 2</b> 1 rue Bahr 33200 BORDEAUX Tél : 05 57 22 91 54	6 mois à 4 ans Horaires : 08 h 30 -17 h -30	20 places
<b>MA Barreyre</b> 97 rue Barreyre 33000 Bordeaux Tél : 05 56 00 49 75	10 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
<b>MA Benauge 1</b> 7/9 rue Raymond Poincaré 33100 Bordeaux Tél : 05 56 86 16 17	3 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
<b>MA Benauge 2</b> 7/9 rue Raymond Poincaré 33100 Bordeaux Tél : 05 57 54 49 24	2,5 mois à 4 ans Horaires : 08 h 30 -17 h -30	15 places
<b>MA Carle Vernet 1</b> 9 rue du Professeur Devaux	3 mois à 4 ans	40 places

33800 Bordeaux Tél : 05 56 85 73 27	Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	
<b>MA Carle Vernet 2</b> 9 rue du Professeur Devaux 33800 Bordeaux Tél : 05 56 84 45 40	8 semaines à 4 ans Horaires : 08 h 00 -18 h 00	20 places
<b>MA Carreire</b> 23 rue Camille Saint Saens 33000 Bordeaux Tél : 05 56 98 67 18	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
<b>MA des Chartrons 1</b> 64 rue de Leybardie 33300 Bordeaux Tél : 05 56 50 24 28	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
<b>MA des Chartrons 2</b> 64 rue de Leybardie 33300 Bordeaux Tél : 05 57 19 11 01	9 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	25 places
<b>MA Cité Administrative</b> BP 9 1 rue Jules Ferry 33090 Bordeaux Tél : 05 56 24 29 26	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
<b>MA Claveau</b> 135 rue Joseph Brunet 33300 Bordeaux Tél : 05 56 39 63 85	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	30 places
<b>MA Gaspard Philippe</b> 11 rue Gaspard Philippe 33800 Bordeaux Tél : 05 56 91 78 17	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
<b>MA George V</b> 154 boulevard George V 33300 Bordeaux Tél : 05 56 57 78 93	18 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	12 places
<b>MA Grand parc 1</b> 47 rue Pierre Trébod 33300 Bordeaux Tél : 05 24 99 61 22	2, 5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
<b>MA Grand parc 2</b> 47 rue Pierre Trébod 33300 Bordeaux Tél : 05 24 99 61 23	2,5 mois à 4 ans Horaires : 08 h – 18 h	30 places
<b>MA Grand parc Gendreau</b> Rue Louis Gendreau 33 300 Bordeaux Tél : 05 56 50 29 43	2,5 mois à 4 ans Horaires : 7h30 – 18 h 30	50 places
<b>MA Haussmann</b> 181 cours du Médoc 33300 Bordeaux Tél : 05 56 39 20 28	18 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	15 places

<b>MA Jean Marquaux</b> 208 cours de l'Argonne 33000 Bordeaux Tél : 05 56 91 55 90	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	20 places
<b>MA Magendie</b> 45 rue Magendie 33000 Bordeaux Tél : 05 56 91 73 88	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	38 places
<b>MA Malbec Nansouty</b> 250 rue Malbec 33800 Bordeaux Tél : 05 56 56 50 50	10 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	34 places
<b>MA Ornano</b> 300 rue d'Ornano 33000 Bordeaux Tél : 05 56 93 06 98	10 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	20 places
<b>MA Saint Augustin</b> Cité de l'Eglise Saint Augustin 33000 Bordeaux Tél : 05 56 98 67 97	2 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
<b>MA Sainte Colombe 1</b> 2/4 rue Sainte Colombe 33000 Bordeaux Tél : 05 56 56 57 40	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	25 places
<b>MA Sainte Colombe 2</b> 2/4 rue Sainte Colombe 33000 Bordeaux Tél : 05 56 56 57 41	2,5 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h	25 places

## Annexe 3 : Accueil d'urgence

### - Les critères qui déclenchent l'accueil d'urgence

Soucis de santé, hospitalisation (parent, fratrie...),  
Accident,  
Rupture brutale du mode d'accueil,  
Reprise du travail non anticipée,  
Formation, stage non prévu,  
Entretien d'embauche,  
Urgence sociale : rupture d'hébergement, dimension socio-économique.

### - Le délai de réponse

Les demandes d'accueil d'urgence peuvent être formulées :  
auprès des permanences de préinscription,  
par appel direct ou par rendez-vous au service de l'accueil et l'accompagnement des familles sur le territoire bordelais,  
par appel de la Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion (MDSI)  
sur sollicitation d'un travailleur social ....

Après ce premier contact, un rendez-vous est fixé auprès du service en charge des inscriptions et de l'information des familles afin de présenter le dispositif d'accueil d'urgence, ainsi que de son cadre administratif (pièces du dossier à fournir, questionnaire médical, habitudes de vie de l'enfant...).

Ce rendez-vous est proposé dans les 24 heures qui suivent la demande. La Direction de la Petite Enfance et-des Familles évaluera la nécessité de déclencher le dispositif.

Si le dossier est recevable, une solution d'accueil sera proposée à la famille en adéquation avec l'urgence de ses besoins.

### - La durée de l'accueil d'urgence

L'accueil d'urgence a une durée limitée à 2 semaines ouvrées (du lundi au vendredi).  
La facturation s'effectue sur le temps réel passé en structure.

### - La reconduction

L'accueil d'urgence peut être reconduit une fois.  
Après la première semaine d'accueil, un bilan intermédiaire est organisé en concertation avec la famille et la directrice de l'établissement.  
Ce bilan permet de déterminer si le dispositif d'accueil d'urgence doit être reconduit et si une passerelle doit être envisagée.

### - Les passerelles

L'établissement qui reçoit l'enfant durant le dispositif d'accueil d'urgence n'est pas nécessairement celui susceptible d'accueillir l'enfant par contrat si l'accueil doit être pérennisé.

### - La tarification de l'accueil d'urgence

Concernant l'accueil d'urgence initial (période de deux semaines), en l'absence des documents nécessaires au calcul du tarif, le taux d'effort s'applique sur un montant minimal de ressources appelées ressources « plancher ». Ce forfait correspond, dans le cadre du RSA, au montant forfaitaire garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement.

## Annexe 4 : Les congés déductibles

Pour les structures de plus de 20 places :

Contrat Jours	Durée du contrat 1 mois	Durée du contrat 2 mois	Durée du contrat 3 mois	Durée du contrat 4 mois	Durée du contrat 5 mois	Durée du contrat 6 mois	Durée du contrat 7 mois	Durée du contrat 8 mois	Durée du contrat 9 mois	Durée du contrat 10 mois	Durée du contrat 11 mois	Durée du contrat 12 mois
0,5	0	0	0	0,5	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1	1
1	0	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1,5	1,5	1,5	2	2
1,5	0,5	0,5	1	1	1,5	1,5	2	2	2,5	2,5	3	3
2	0,5	0,5	1	1,5	1,5	2	2,5	2,5	3	3,5	3,5	4
2,5	0,5	1	1	1,5	2	2,5	3	3,5	3,5	4	4,5	5
3	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
3,5	0,5	1	1,5	2,5	3	3,5	4	4,5	5	6	6,5	7
4	0,5	1,5	2	2,5	3,5	4	4,5	5,5	6	6,5	7,5	8
4,5	1	1,5	2,5	3	4	4,5	5,5	6	7	7,5	8,5	9
5	1	1,5	2,5	3,5	4	5	6	6,5	7,5	8,5	9	10

Pour les structures de moins de 20 places :

Contrat Jours	Durée du contrat 1 mois	Durée du contrat 2 mois	Durée du contrat 3 mois	Durée du contrat 4 mois	Durée du contrat 5 mois	Durée du contrat 6 mois	Durée du contrat 7 mois	Durée du contrat 8 mois	Durée du contrat 9 mois	Durée du contrat 10 mois	Durée du contrat 11 mois	Durée du contrat 12 mois
0,5	0	0	0	0	0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
1	0	0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1
1,5	0	0,5	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1	1,5	1,5	1,5
2	0	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1,5	1,5	1,5	2	2
2,5	0	0,5	0,5	1	1	1,5	1,5	1,5	2	2	2,5	2,5
3	0,5	0,5	1	1	1,5	1,5	2	2	2,5	2,5	3	3
3,5	0,5	0,5	1	1	1,5	2	2	2,5	2,5	3	3	3,5
4	0,5	0,5	1	1,5	1,5	2	2,5	2,5	3	3,5	3,5	4
4,5	0,5	1	1	1,5	1,5	2,5	2,5	3	3,5	4	4	4,5
5	0,5	1	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4	4,5	5

## Annexe 5 : Maladies contagieuses et évictions

Source : "Guide des conduites à tenir en cas de maladies transmissibles dans une collectivités d'enfants"  
 Conseil supérieur d'hygiène publique de France - séance du 14 mars 2003  
[http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Guide\\_des\\_conduites\\_a\\_tenir\\_en\\_cas\\_de\\_maladie\\_transmissible\\_dans\\_une\\_collectivite\\_d\\_enfants.pdf](http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_des_conduites_a_tenir_en_cas_de_maladie_transmissible_dans_une_collectivite_d_enfants.pdf)

Maladies	Evictions
<b>Coqueluche</b>	<b>Oui</b> Pendant 5 jours après le début d'une antibiothérapie efficace par un macrolide ou par un autre antibiotique efficace en cas de contre-indication de ces antibiotiques (ou 3 jours en cas de traitement avec l'Azithromicine).
<b>Diphtérie</b>	<b>Oui</b> Jusqu'à négativation de 2 prélèvements à 24 heures d'intervalle au moins, réalisés après la fin de l'antibiothérapie
<b>Gale Commune</b>	<b>Oui</b> Jusqu'à 3 jours après le traitement
<b>Gale Profuses</b>	<b>Oui</b> Jusqu'à la négativation de l'examen parasitologique
<b>Gastro-entérite à <i>escherichia coli</i> entéro hémorragique</b>	<b>Oui</b> Retour dans la collectivité sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à au moins 24 heures d'intervalle
<b>Gastro-entérite à shigelles</b>	<b>Oui</b> Retour dans la collectivité sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à au moins 24 heures d'intervalle, au moins 48 h après l'arrêt du traitement
<b>Hépatite A</b>	<b>Oui</b> 10 jours après le début de l'ictère
<b>Infection à streptocoque A : Angine, scarlatine</b>	<b>Oui</b> Jusqu'à 2 jours après le début de l'antibiothérapie
<b>Méningite à Haemophilus B</b>	<b>Oui</b> Jusqu'à guérison clinique
<b>Oreillons</b>	<b>Oui</b> 9 jours après le début de la parotidite
<b>Rougeole</b>	<b>Oui</b> Pendant 5 jours, à partir du début de l'éruption
<b>Teigne du cuir chevelu</b>	<b>Oui</b> Sauf si présentation d'un certificat médical attestant d'une consultation et de la prescription d'un traitement adapté
<b>Tuberculose</b>	<b>Oui</b> Tant que le sujet est bacillifère, jusqu'à l'obtention d'un certificat attestant que le sujet n'est plus bacillifère.
<b>Typhoïde et Paratyphoïde</b>	<b>Oui</b> Retour sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à 24 heures d'intervalles au moins 48 H après l'arrêt du traitement





**A CONSERVER PAR LE MULTI-ACCUEIL**

-----  
Je soussigné.....représentant légal de  
l'enfant.....

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement et m'engage à le respecter.

Je certifie donner mon accord à la Ville dans le but d'obtenir les données C.D.A.P et de les conserver ou MSA  
nécessaires à l'établissement du contrat de mon enfant. (J'entoure mon choix)

Oui                      Non

Fait à Bordeaux le,  
Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Représentant légal 1

Représentant légal 2



